

Je me réjouis de voir que le ministre est présent. Nous présentons tous les jours de très nombreuses pétitions à ce sujet, et j'espère que le ministre reviendra sur cette décision.

• (1530)

#### LES PERMIS DE CIRCULATION POUR LES CHEMINOTS DU CP À LA RETRAITE

**M. Bill Gottselig (Moose Jaw):** Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par plus de 500 de mes électeurs qui demandent à la Chambre de rétablir les permis de circulation pour les cheminots du CP à la retraite et leurs survivants.

#### LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon):** Monsieur le Président, j'ai des pétitions à présenter au nom d'électeurs de Thunder Bay-Atikokan et de Thunder Bay-Nipigon. J'ai le devoir, l'honneur et le plaisir, étant donné l'importance de cette question, de présenter des pétitions signées par 150 résidents du nord-ouest de l'Ontario qui protestent contre la décision du gouvernement de désindexer les allocations familiales. Ils invitent le gouvernement à reconnaître que, malgré les modifications apportées au régime fiscal, notamment au crédit d'impôt-enfants, même la situation des familles les plus pauvres s'en trouvera pire en 1990 qu'elle ne l'aurait été si on avait conservé l'indexation des allocations familiales pour tout le monde. Ils prient la Chambre de maintenir la pleine indexation des allocations familiales.

[Français]

#### LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

**M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent):** Monsieur le Président, encore aujourd'hui, je me lève pour appuyer les travailleurs de Moncton en présentant deux pétitions qui nous viennent de personnes de Caissie Cape, de Moncton, de Hopewell Cape. Ces gens sont tous inquiets de la situation qui règne actuellement aux ateliers du CN et aimeraient voir le gouvernement prendre position et assurer que ces emplois demeurent à Moncton et qu'ils ne soient pas transférés ailleurs.

[Traduction]

#### LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, j'ai des pétitions signées par certains de mes électeurs, par d'autres citoyens de Winnipeg et par des personnes demeurant dans la province du ministre en cause au sujet des allocations familiales. Les pétitionnaires signalent que d'ici 1990 même les familles les plus démunies subiront des pertes par suite des changements que propose le gouvernement. Ils signalent également que la réduction des crédits d'impôt-enfants et que les hausses de la taxe de vente imposeront un lourd fardeau aux Canadiens à revenus moyens et que ces changements sont injustes quand on songe aux largesses accordées au titre des gains en capital.

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition émanant de citoyens de la circonscription de Spadina qui s'opposent fermement au projet de

#### Questions au Feuilleton

loi du gouvernement tendant à réduire les allocations familiales. Ils signalent que d'ici 1990 cette mesure permettra d'arracher 600 millions aux familles avec enfants, y compris celles qui sont les plus démunies. Cette mesure vient s'ajouter aux modifications et aux majorations de la taxe de vente qui les toucheront, aux majorations appréciables de la taxe d'accise et de l'impôt sur le revenu qui seront préjudiciables aux contribuables à revenus faibles et moyens tout en étant avantageuses pour les nantis. Par conséquent, les pétitionnaires soussignés demandent humblement à la Chambre des communes de rétablir intégralement l'indexation des allocations familiales universelles et d'annuler ces majorations injustes d'impôt.

[Français]

**M. John Parry (Kenora-Rainy River):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et la responsabilité aujourd'hui de soumettre à cette honorable Chambre une pétition telle que distribuée par le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, et signée par des résidentes de Fort Frances et Devlin dans ma circonscription, qui demandent au premier ministre du Canada le retrait immédiat du projet de loi C-70.

[Traduction]

#### ON S'INQUIÈTE DE L'AVENIR DES ATELIERS DU CN À MONCTON

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition au nom des citoyens de la région du grand Moncton. Le CN est l'employeur industriel le plus important au Nouveau-Brunswick, notamment dans la région de Moncton où l'on y compte de 1,100 à 1,200 travailleurs. De 600 à 700 emplois seront perdus par suite de pertes de revenu dans les secteurs public et privé s'élevant à 32 millions imputables à la décision du CN. Je veux présenter cette pétition au nom des habitants de la région de Moncton qui voudraient que le gouvernement fasse sous peu une déclaration affirmant que les emplois dans les ateliers du CN à Moncton seront maintenus à cause de leur importance économique régionale.

\* \* \*

[Français]

#### QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui à la question n° 461.

[Texte]

#### LE BUDGET DE PUBLICITÉ DES PARCS NATIONAUX DES MARITIMES

Question n° 461—**M. Corbett:**

1. Combien dépense-t-on en publicité pour promouvoir le parc national de a) Fundy, b) Kouchibouguac?

2. Quelle proportion des sommes affectées à la publicité des parcs nationaux est consacrée aux parcs nationaux a) de Fundy, b) de l'ensemble des provinces maritimes?